

FRA 111088

SUPPLEMENT
AU NUMERO 2/1979

tendances

de la conjoncture

NOTE DE SYNTHÈSE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE • INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES •

SITUATION & PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

EN DÉBUT MARS 1979

C 9

(Collection N° 2)

ivree

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'INSEE.
ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 270 F. étranger : 310 F. CCP Paris 9064.64T
Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'INSEE.

tendances

de la conjoncture

supplément au n° 2-1979

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE * INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES * Directeur Général : M. Edmond MALINVAUD

* Direction Générale : 18, Bd. Adolphe Pinard, 75675 PARIS CEDEX 14.

* Bureau d'information du public : tél. : 345-70-75. (indices courants) et 345-72-31

SITUATION ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANCAISE
EN DÉBUT MARS 1979

SOMMAIRE

Introduction

I – L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

II – LE COMMERCE MONDIAL ET LES ÉCHANGES
EXTERIEURS

III – LA DEMANDE ET LA PRODUCTION

IV – LA SITUATION DE L'EMPLOI

V – LES SITUATIONS FINANCIÈRES DES
ENTREPRISES ET DES MÉNAGES

VI – LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

VII – PERSPECTIVES ET CONCLUSION

Les graphiques TENDANCES DE LA CONJONCTURE paraissent chaque mois après mise à jour de 300 séries conjoncturelles. La revue comporte en cours d'année plusieurs suppléments : les notes de synthèse (Situation et perspectives de l'économie française) établies par le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. ABONNEMENT 1 an, 11 numéros et suppléments : France 270 F étranger 310 F CCP Paris 9064-64T Directeur de la publication : M. Edmond MALINVAUD, Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

tenances

AVERTISSEMENT

Cette note, rédigée avant la mi-mars, ne peut tenir compte des décisions prises à la réunion de l'OPEP du 26, non plus que des résultats des enquêtes de conjoncture réalisées au cours du mois. Si l'information nouvelle le justifie, une courte note d'actualisation sera publiée dans le courant du mois d'avril.

Document de la Commission

Document de la Commission

Document de la Commission

SITUATION ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE MONDIALE
EN 1974

SOMMAIRE

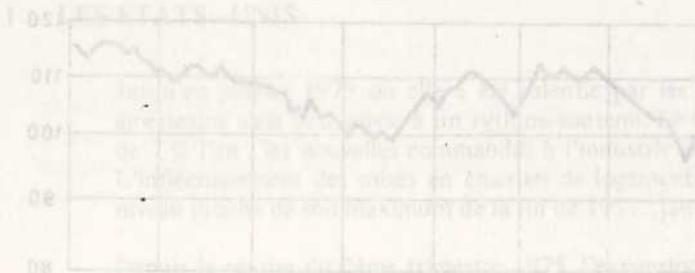
Document de la Commission

Document de la Commission

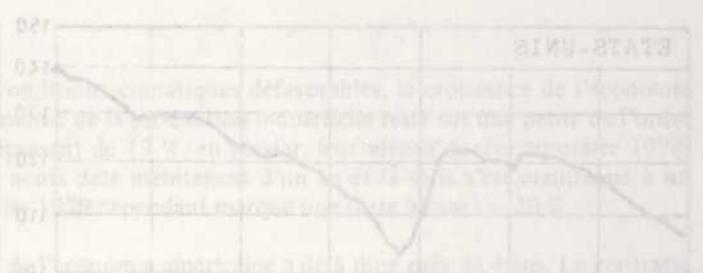
Document de la Commission

1970 = 100

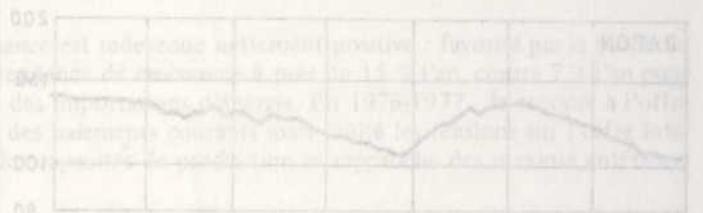
ROYAUME-UNI



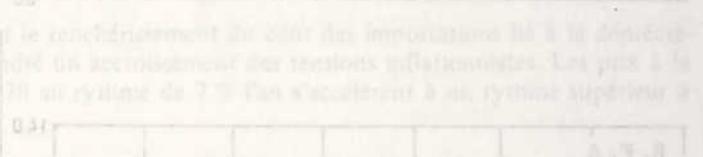
ETATS-UNIS



ITALIE



JAPON



Sur plusieurs points, la situation conjoncturelle française s'est améliorée dans la seconde moitié de 1978 : confirmation d'une reprise modérée de l'activité, ralentissement de l'inflation, nouveaux progrès vers le retour à une situation équilibrée se traduisant notamment par un début de rétablissement des résultats des entreprises. A l'extérieur, le caractère dépressif de la ponction pétrolière a continué de s'atténuer, permettant d'espérer une montée en régime progressive de notre économie à mesure que se résorberaient les capacités de production excédentaires et que reprendrait l'investissement.

Dans ce contexte sont intervenus deux événements de nature à avoir une profonde influence sur la marche de notre économie au cours des prochains mois : les tensions sur les matières premières industrielles et l'incertitude quant au prix futur du pétrole ne sont pas de portée immédiate sur l'activité, mais elles alimentent l'inquiétude des agents économiques et peuvent d'ores et déjà infléchir les anticipations en même temps que contribuer à la relance de l'inflation ; sur le plan intérieur, la ponction sur les revenus des ménages et des entreprises qui résulte de la majoration des charges sociales exerce l'essentiel de ses effets au cours du premier semestre. Les forces à l'œuvre justifient que cette note de synthèse mette l'accent sur la consommation, affectée au premier chef par les majorations sociales, sur l'investissement, dont l'amélioration reste fragile, et sur la compétitivité des produits français dans un contexte qui reste marqué par une hausse des coûts plus vive qu'à l'étranger.

